



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/France-l-Etat-lance-un-appel-d-offres>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **France : l'État lance un appel d'offres photovoltaïque pour l'après-Fessenheim**

13 avril 2018

France : l'État lance un appel d'offres photovoltaïque pour l'après-Fessenheim

Colmar - L'État va procéder à un appel d'offres de 300 mégawatts pour des installations photovoltaïques dans le Haut-Rhin où la centrale nucléaire de Fessenheim va fermer, a déclaré vendredi à Colmar le secrétaire d'État à la Transition écologique Sébastien Lecornu.

©AFP

"Fermer Fessenheim sans en faire un démonstrateur de la transition énergétique n'aurait pas de sens", a affirmé M. Lecornu à la presse à l'issue d'une réunion du comité de pilotage créé en janvier pour la reconversion du site de la plus ancienne des centrales nucléaires françaises et de ses environs.

"L'État consent à un effort inédit : un appel d'offres dédié et ciblé à l'échelle du département du Haut-Rhin sur les énergies renouvelables" et le photovoltaïque en particulier, a indiqué le secrétaire d'État.

Cet appel, dont la Caisse des dépôts (CDC) sera partenaire, portera sur un total de 300 mégawatts, dont 100 MW sur des bâtiments et 200 MW de panneaux photovoltaïques au sol.

Le début de l'appel d'offres est prévu pour novembre 2018 et devrait se dérouler en plusieurs phases jusqu'en novembre 2019, avec une "*possibilité ouverte au financement participatif*", a détaillé Sébastien Lecornu.

EDF avait d'ores et déjà indiqué être intéressé par un tel appel d'offres.

Dans le cadre de la reconversion du territoire alsacien après la fermeture de Fessenheim, des coopérations économiques franco-allemandes doivent être menées.

Une "*étude de faisabilité*" franco-allemande doit être réalisée d'ici à la fin de l'année sur la reconstruction d'une liaison ferroviaire entre Colmar et Fribourg en Allemagne, jamais rétablie depuis la destruction d'un pont sur le Rhin durant la Seconde guerre mondiale.

Lors d'une rencontre d'une heure des syndicats du site de Fessenheim avec Sébastien Lecornu, la CGT a présenté ses propositions de réutiliser certains bâtiments pour en faire "*un site de recherche*", "*un centre d'ingénierie*" ou "*un grand centre de formation*", a expliqué à la presse Jean-Luc Cardoso, délégué CGT.

"Il y a beaucoup d'initiatives prises. Maintenant, il s'agit d'aider à mettre tout cela en œuvre", a expliqué David Coste, délégué interministériel à l'avenir du territoire de Fessenheim, nommé fin mars.

La fermeture de Fessenheim, centrale avec deux réacteurs à eau pressurisée de près de 900 mégawatts chacun, est pour l'heure prévue vers la fin de l'année 2018 ou du printemps 2019, mais est surtout liée à la mise en service de l'EPR de Flamanville (Manche), où des défauts de soudure ont été dévoilés mardi par EDF.

Un éventuel nouveau report de la mise en service de Flamanville ne changera rien au sort de la centrale de Fessenheim, mise en service en 1977. "La fermeture de cette centrale est actée. Son principe est désormais irréversible", a répété Sébastien Lecornu.

Une nouvelle réunion du comité de pilotage de l'après-Fessenheim est prévue en septembre.

maj/jlc/eb

EDF - ELECTRICITE DE FRANCE